

## DANS LE DERNIER ÉDITORIAL D'EL-DJEÏCH

## Les mises au point de Gaïd Salah

**Gaïd Salah a fini par réagir pour mettre fin aux rumeurs et accusations dont il fait l'objet depuis plusieurs semaines dans une mise au point en règle parue dans le dernier numéro d'El-Djeïch.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - Le texte, contenu dans l'éditorial de la revue de l'ANP, décortique, point par point, toutes les accusations dont il a été la cible en usant de termes sans équivoque. L'un des passages, le plus important d'ailleurs, consiste à démentir toutes les informations en cours depuis la fin de l'été dernier et qui prêtent au chef de l'état-major de l'ANP des intentions politiques qui s'écarteraient de ses prérogatives et l'auraient impliqué dans des «scénarios» entrant dans le cadre d'une guerre de succession au plus haut sommet de l'Etat.

Des partis politiques ont même soulevé la problématique lors de conférences de presse, alertant l'opinion publique sur l'existence de «conciliabules» visant à mettre en place un plan tout cousu pour la prise de pouvoir en cas de disparition du président de la République, affaibli par sa maladie. Certains d'entre eux ont désigné nommément l'ancien secrétaire général du FLN Ammar Saâdani mais aussi Gaïd Salah comme ayant pris part à des rencontres secrètes qui se seraient déroulées à la fin de l'été dernier à Annaba.

Certains médias étrangers qui avaient révélé ces faits au même moment avaient évoqué l'existen-

ce de ce qu'ils appelaient «le clan de Annaba» pour faire référence à la réunion qui se serait déroulée. Et c'est sur ce point que s'étend précisément l'éditorial d'*El-Djeïch* qui évoque quant à lui l'existence de «parties habituées à pécher en eau trouble qui ne s'embarrassent pas de laisser libre cours à leur imagination, élucubrations, interprétations et à leurs divagations en inventant des histoires de toutes pièces dont la finalité n'est autre que de vouloir porter atteinte à la crédibilité, l'unité, la discipline et l'engagement de l'ANP à accomplir ses missions constitutionnelles». «Ces voix, poursuit le texte, s'élèvent de temps à autre pour tenter de semer la zizanie et la discorde alors que l'ANP poursuit ses missions constitutionnelles avec détermination, persévérance et dévouement pour préserver la souveraineté nationale et l'inviolabilité du territoire.» Par ces derniers propos, *El-Djeïch* veut aussi et surtout mettre fin à toutes les spéculations apparues après la destitution de Ammar Saâdani dans des conditions peu flatteuses puisque de nombreux observateurs de la scène politique algérienne ont émis l'hypothèse selon laquelle le départ inattendu du secrétaire général du FLN ouvrait, peut-être, la porte à d'autres changements



Gaïd Salah.

touchant les personnalités développant des ambitions politiques ou s'inscrivant dans la liste des candidats potentiels à la présidentielle.

Gaïd Salah s'en défend officiellement et publiquement aujourd'hui et jette la pierre à ces mêmes parties, ses détracteurs les accusant d'être à l'origine d'un appel ouvert à «l'armée à violer la Constitution et la loi afin qu'elles puissent réaliser ce qu'elles n'avaient pu obtenir par des voies constitutionnelles, légales et démocratique». Une référence on ne peut plus claire à l'appel lancé par un groupe de personnalités pour la destitution de Bouteflika par l'application de l'article 88 de la Constitution suite à son hospitalisation au Val-de-

Grâce. Ce que l'on remarque, d'autre part, c'est qu'à travers cette mise au point, Gaïd Salah tente également de rassurer publiquement «son ami» Bouteflika en démentant toute velléité politique ou entorse à son serment de fidélité envers lui, le rassurant sur son dévouement au moment où le président de la République reprend du poil de la bête. Pour beaucoup, la décision de Bouteflika de reprendre ses sorties publiques et de réapparaître sous l'image d'un Président capable de gérer les affaires de l'Etat après une très longue absence qui a ouvert la voie à toutes sortes de spéculations est une réponse à ses détracteurs et destinée à faire barrage à toutes les manœuvres dont on fait état

depuis l'été dernier. Cette situation a d'ailleurs donné lieu à des changements perceptibles qui se sont traduits par le départ de Ammar Saâdani que l'on présentait comme étant très proche du clan présidentiel et doté de la mission de porte-parole officiel d'un pouvoir en panne de communication en raison de la maladie du chef de l'Etat, mais aussi le retour de Abdelkader Zeghmatine.

Ce magistrat, entraîné dans la boue et écarté de son poste après l'émission d'un mandat d'arrêt contre Chakib Khelil, a été récemment nommé à la Cour suprême où subsistent des dossiers chauds soulevant surprise et interrogations dans cette conjoncture où les dérives se sont accumulées, incitant même Bouteflika à tendre l'oreille à ceux qui n'étaient pas parvenus à lui transmettre un message urgent il y a une année.

Selon certaines informations, un membre des 19, ce groupe de personnalités qui avaient sollicité une audience pour lui faire part de leurs inquiétudes sur l'instabilité du pays a été récemment reçu par le chef de l'Etat. La conjoncture veut que la discrétion ait entouré cet événement. Et il pourrait en découler d'autres. Dans ce contexte, Gaïd Salah tenait visiblement à faire taire toutes les voix discordantes et retrouver l'image d'ami dévoué.

A. C.

## LISTE DES HAUTES FONCTIONS INTERDITES AUX BINATIONAUX

## Divergences entre le RND et le FLN

**Si au FLN, on se dit «contre» tout élargissement de la liste des hautes responsabilités de l'Etat et des hautes fonctions politiques que la loi y afférente interdit aux binationaux, au RND, on reste «ouvert» à toute proposition allant dans ce sens.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Le différend entre les deux partis du pouvoir, enclenché, pour rappel, lors des «débat» autour du projet de révision de la Constitution, semble se poursuivre maintenant que la nouvelle Constitution stipule, dans son article 63, que la nationalité algérienne exclusive est requise pour l'accès aux hautes responsabilités de l'Etat et aux fonctions politiques.

Ainsi, si le parti que dirige Ahmed Ouyahia demeure dans sa logique de soutien à ce projet, en montrant sa disponibilité à «étudier» la possibilité «d'élargir» le listing retenu par ledit projet de loi, comme les ambassadeurs ou encore les walis, au FLN, on s'en tient à cette liste. «On verra selon la tendance des débats et des propositions des uns et des autres. Si l'on estime, parmi la majorité des députés, nécessaire l'élargissement de cette liste à d'autres postes et fonctions, on n'y voit pas d'inconvénient», soutenait Mohamed Guidji, chef du groupe parlementaire du RND,

hier en marge des débats autour de ce projet.

Tout le contraire de ce qu'estime son vis-à-vis du groupe parlementaire du FLN, qui dit s'en tenir exclusivement à la liste arrêtée par le projet de loi. Et quid du refus publiquement exprimé par l'ex-secrétaire général de l'ancien parti unique, Ammar Saâdani, qui était «catégoriquement opposé» au principe même de cette limitation des hautes responsabilités de l'Etat et des hautes fonctions politiques aux seuls détenteurs exclusifs de la nationalité algérienne ? Mohamed Djemai bottera en touche, affirmant «soutenir le projet de loi qui va en droite ligne de la mise en œuvre de l'article 63 de la Constitution amendée que le FLN a soutenue».

Et cet élargissement est également porté par les députés de l'opposition qui estiment que la liste retenue par ledit projet de loi a «omis» des postes de responsabilité dont la nature est «tout aussi sensible comme celle d'ambassadeur ou encore celle

de wali». Certaines voix souhaitent même l'élargissement de la disposition à «tous les membres du Conseil constitutionnel et ceux de la Cour suprême». Ceci au moment où le chef du groupe parlementaire, Djelloul Djoudi, considère nécessaire d'exiger la «nationalité algérienne d'origine» pour l'accès à ces postes de responsabilité.

Ceci dit, le projet de loi en question limite la liste des hautes responsabilités de l'Etat et des fonctions politiques dont l'accès requiert la nationalité algérienne exclusive aux postes de président du Conseil de la nation, de président de l'APN, de Premier ministre, de président du Conseil constitutionnel, de membre du gouvernement, de secrétaire général du gouvernement, de Premier président de la Cour suprême, de président du Conseil d'Etat, de gouverneur de la Banque d'Algérie, les responsables des organes de sécurité, de président de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections, de chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, de commandant des Forces armées, de commandant des Régions militaires.

Une limitation dictée, selon le ministre de la Justice et garde



Photo : Samir Sid

des Sceaux, dans sa présentation du texte, par le souci de ne pas «trop pénaliser» notre large diaspora dont nombre de membres détiennent, pour une raison ou une autre, une nationalité autre que celle d'origine, soit algérienne.

Pour Tayeb Louh, la «philosophie» de ceux qui ont élaboré la liste est que cette dernière soit la «plus réduite possible», tenant à préciser que cette nouvelle loi s'applique, une fois promulguée, aux personnes occupant actuellement lesdits postes puisque

ceux-ci ont une période de six mois à compter de la publication de ladite loi dans le *Journal officiel*, pour se conformer à son contenu.

Tout postulant à l'un de ces postes est dans «l'obligation de présenter auprès du Premier président de la Cour suprême une déclaration sur l'honneur attestant de sa jouissance de la nationalité algérienne exclusive». Une déclaration dont le modèle est fixé par «voie réglementaire», stipule encore ledit projet de loi.

M. K.